



Sans les dépenses publiques illégitimes, la France aurait pu faire face au Covid-19 - l'information nationaliste



Par André Posokhow, consultant ♦ Depuis quelques semaines, la crise pandémique du Covid-19 montre que, dans le domaine sanitaire, notre malheureux pays est devenu une nation, peut-être pas du tiers-monde, mais de second rang par manque de moyens hospitaliers, industriels et financiers.

Certes l'arrogance veule, la psychorigidité mondialiste et européiste à l'égard des frontières, les retards dans la décision, l'incompétence, la négligence, les conflits d'intérêts, les mensonges, le refus de tenir compte des avertissements et, au bout du compte, le mépris et la détestation de la France et des Français que montre l'oligarchie cosmopolite qui a été désignée à la tête de la France constituent la cause première de cette crise nationale.

Mais cette crise que nous affrontons sans moyens fournit l'occasion de souligner les dépenses indues, illégitimes, que nos gouvernants ont accumulées et fait peser depuis plus de 40 ans sur le dos des Français, détruisant ainsi toute marge de manœuvre face une quelconque crise, *a fortiori* celle du Covid-19.

Après l'intervention de Jean-Yves Le Gallou aux assises des Gilets jaunes du 17 mars 2019 et les articles de Polémia sur ce thème, il est grand temps de mettre sommairement en exergue les conséquences les plus lourdes de ces gabegies.

Dans ce type d'évaluations, il n'existe pas de chiffres exacts, seulement des approximations présentées comme telles, ou des fourchettes beaucoup plus utiles pour donner des ordres d'idées.

Une invasion migratoire ruineuse

L'invasion migratoire fait peser sur notre pays un coût considérable qui, depuis les travaux du pionnier Pierre Milloz, a donné lieu à plusieurs évaluations.

Rappelons celle de Polémia de 2013 qui débouchait sur un coût net annuel de 84 Md€ dont 21 Md€ de coût de la dette engendrée par l'immigration.

linformationnationaliste.hautetfort.com

Pays : France

Dynamisme : 44



[Visualiser l'article](#)

Dans plusieurs cas, des montants plus significatifs auraient pu être avancés, des évaluations modérées ayant été retenues dans cette étude : travail illégal, fraude fiscale, fraude à la TVA, coûts de la santé, financement de la construction. L'estimation de ce surplus de dépenses pouvait être de l'ordre d'environ 5 Md€.

Par ailleurs, il n'avait été tenu compte que très partiellement des dépenses des collectivités locales dont les montants pouvaient se révéler significatifs. Un calcul sommaire du coût supplémentaire dû à l'immigration pour les finances locales pouvait aboutir à un montant d'environ 7 Md€.

Ainsi, la fourchette, en réalité, aurait pu se situer entre 84 Md€ et 96 Md€.

Gérard Pince, spécialiste de l'économie du développement, a publié en 2013 un livre qui fait autorité, *Les Français ruinés par l'immigration*. En particulier, il a été le seul à démontrer du point de vue d'un économiste que l'immigration réduisait de 2 000 euros le PIB par habitant que nous aurions sans elle.

Il a évalué le coût net de l'immigration en provenance des seuls pays tiers (hors UE) à un montant annuel de 65 Md€.

Ces études datent de 2013 et ont forcément un peu vieilli. D'autres chiffres, beaucoup plus élevés, sont publiés sur la Toile. Ils ne semblent pas complètement déraisonnables mais sont à expliciter.

Une politique de la ville en échec complet

Le plan de Borloo de plus de 40 Md€ ayant été retoqué par E. Macron, la politique de la ville n'est plus réellement d'actualité.

Dans une tribune publiée dans *Valeurs actuelles*, le criminologue Xavier Raufer chiffrait à **90 milliards d'euros sur 25 ans** le coût total de cette politique. Elle aurait coûté 50 milliards d'euros de 1989 à 2002, puis 40 Md€ supplémentaires avec le plan Borloo de rénovation urbaine de 2003 à 2013.

Le tout en faveur des centaines de zones urbaines sensibles, c'est-à-dire largement des immigrés ; et ce en pure perte, la politique de la ville pouvant être considérée comme un échec complet.

La fraude sociale protégée par le confidentiel défense de l'oligarchie dirigeante

Le juge Prats a estimé publiquement la fraude aux prestations sociales à environ 30 Md€.

Nous renvoyons le lecteur aux travaux récents de Polémia sur ce sujet. À l'intérieur d'une **fourchette extrême comprise entre 26 Md€ et 59 Md€**, le montant total de l'évaluation de **l'enjeu** de la problématique des deux types de fraude sociale (y compris les indus) a été retenu à hauteur de **49 Md€**.

Fourchette de l'enjeu de la fraude aux cotisations : entre 25 Md€ (estimation de la Cour des comptes) et 8,4 Md€ (estimation ACOSS).

Fourchette de l'enjeu de la fraude aux prestations sociales : entre 18 et 35 Md€.

La fraude fiscale : brouillard complet

linformationnationaliste.hautetfort.com

Pays : France

Dynamisme : 44



[Visualiser l'article](#)

Saisie par le Premier ministre en mai 2019, sous la pression des Gilets jaunes, pour quantifier l'ampleur de la fraude fiscale en France avant novembre, la Cour des comptes a indiqué qu'elle n'avait pas assez de temps et de moyens pour produire une évaluation fiable.

Bruxelles avait estimé la fraude à la TVA pour la France à 32 Md€ dont environ 10 Md€ pour les carrousels de TVA. La Cour des comptes, quant à elle, en association avec l'Insee, l'a estimée à l'automne dernier à environ **15 Md€**.

La contribution nette à l'Union européenne : racket à Bruxelles

La contribution nette de la France à l'Union européenne s'élève à un montant compris entre 4 et 9 Md€ selon les modes de calcul et les années.

Selon les chiffres de la Commission européenne, la contribution de la France en 2018 s'est élevée à 22,2 Md€, et elle a bénéficié de versements à hauteur de 14,8 Md€, soit une contribution nette de **7,4 Md€**.

Ce qui paraît déjà très désagréable est appelé à augmenter nettement à court terme pour deux raisons :

- le souhait de la Commission européenne d'augmenter son budget ;
- la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

La transition énergétique : escroquerie climatique et gabegie

Nous nous bornerons à reprendre des éléments chiffrés du rapport de Julien Aubert sur la transition énergétique.

L'addition des différents soutiens directs représente aujourd'hui de **72,7 à 90 milliards d'euros**, pour une filière appelée à représenter 15 % au maximum de la production électrique en 2028 :

9 milliards d'euros dépensés par le budget de l'État depuis le début des années 2000, au titre du soutien direct ;

45 milliards d'euros supplémentaires correspondant à des dépenses relatives à des contrats en cours d'exécution (éolien terrestre, 23 milliards d'euros) ou conclus mais non encore honorés (éolien en mer posé, 22 milliards d'euros) ;

de 18,7 à 36 milliards d'euros supplémentaires correspondant à l'impact budgétaire des engagements à souscrire pour atteindre les objectifs du projet de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Cette stratégie a eu, entre autres, deux conséquences.

La première conséquence, passée, est que **ces « frais de démarrage » ont mobilisé près de 24 milliards d'euros** prélevés sur la facture d'électricité, qui ont manqué à l'investissement dans l'avenir du parc nucléaire.

La seconde conséquence est que ce soutien obligé représente pour l'avenir **une dépense publique à venir de près de 70 milliards** d'euros (25 milliards pour le photovoltaïque, 45 milliards d'euros pour l'éolien), sans compter les engagements de la PPE.

Les finances clientélistes des collectivités locales

linformationnationaliste.hautetfort.com

Pays : France

Dynamisme : 44



[Visualiser l'article](#)

Les dérives des finances communales sont inquiétantes et parfois scandaleuses. Là aussi leur liste, très longue, est consternante.

René Dozière, ancien député PS, qui traquait la mauvaise dépense publique, avait estimé les économies potentielles au titre du millefeuille à environ **15 Md€**.

Les subventions aux médias de propagande

Selon Wikipedia, le montant total des aides s'est élevé en 2010 à **1,8 Md€** et à 2 Md€ selon Benjamin Dormann, dans *Ils ont acheté la presse*.

La Cour des comptes, dans son rapport public annuel de 2018, a estimé que, selon le périmètre et les conventions retenus, le montant total des aides à la presse écrite en 2017 oscille entre 580 M€ (documents budgétaires) et 1,8 Md€.

Selon capital.fr, pour 2020, l'État a prévu de consacrer 3,789 Md€ aux entités du secteur de l'audiovisuel public.

France Télévisions, groupe de propagande officielle, est l'entité la mieux lotie. Avec une dotation qui s'élève à 2,481 milliards d'euros, elle capte 65 % du programme budgétaire Avances à l'audiovisuel public.

Pour Radio France, la dotation globale s'établit à 599,6 millions d'euros en 2020.

Au total, les aides aux médias s'élèvent ainsi à environ **5,6 Md€**.

Les subventions aux associations : à éclaircir et nettoyer

L'État et les collectivités locales ont accordé en 2012 des subventions à des dizaines de milliers d'associations pour un montant d'environ **42 Md€** qui représente la moitié de leur budget, si l'on en croit une chercheuse du CNRS, Viviane Tchernonog, et Contribuables associés.

Une recherche systématique des économies possibles pourrait déboucher sur un montant d'économies intéressant. Pour cela, il faudrait réaliser un très gros travail d'étude du document appelé « Le Jaune budgétaire pour les associations », qui compte trois volumes et 1 300 pages.

Syndicats

Selon le rapport Perruchot de 2011 qui n'a jamais été publié officiellement, les syndicats dont les cotisations représentent une faible part de leur budget sont financés annuellement à hauteur de **4 Md€/an** par les entreprises publiques et par des subventions publiques. **17 000 fonctionnaires** sont détachés pour le compte des organisations syndicales.

Le choix idéologique du ferroviaire

À la lecture du dernier livre de Christian Gerondeau *Climat : la grande manipulation*, il ressort que, face aux recettes commerciales de la SNCF de 2015, 8 Md€, le chemin de fer a reçu près de 14 Md€ de subventions des pouvoirs publics.

linformationnationaliste.hautetfort.com

Pays : France

Dynamisme : 44



[Visualiser l'article](#)

La même année, les investissements, jugés financièrement non rentables par C. Gérondeau, se sont élevés à 9 Md€.

Chaque année, près de 4 Md€ sont consacrés aux TER qui sont empruntés régulièrement par moins de 2 % des habitants de province alors que 93 % ont recours à la voiture.

L'économie informelle : une économie étrangère au cœur de la France

Selon les publications en 2002 de J.-P. Gourévitch, le spécialiste français de l'économie informelle, et en faisant court, celle-ci représentait en France un chiffre d'affaires annuel d'un peu moins de 20 % du PIB, soit à peu près 400 Md€. Évidemment, cette économie ne secrète ni TVA, ni impôts et taxes, ni cotisations sociales. Une partie de cette carence se recoupe d'ailleurs avec les fraudes citées ci-dessus.

L'économie informelle, bien que peu évoquée sur la place publique, est étroitement liée à l'immigration extra-européenne. Elle représente quelque chose de gigantesque, qui menace à terme l'existence même des activités économiques légales de nos pays.

Conclusion

Les données chiffrées présentées ci-dessus sont, à l'évidence, approximatives et discutables indéfiniment.

Les gisements d'économies envisagés sont potentiels et dépendent évidemment des décisions politiques qui seraient prises par un président et un gouvernement dignes de ces noms.

Il convient de souligner que certains postes de coûts n'ont été qu'effleurés ou non pris en compte : l'école, l'État, les élus, l'insécurité, le logement.

Ne sont pas incluses dans ce total les économies à réaliser sur les normes et la complexité administrative car elles allégeront les finances des entreprises et non celles des pouvoirs publics.

Nonobstant ces observations, le montant total présenté ci-dessus permet d'approcher la démesure de la gabegie des finances publiques françaises qui pourrait représenter 5 à 10 % du PIB. C'est parmi ces dépenses illégitimes et nuisibles qu'un pouvoir, libéral ou non, mais résolu à défendre la souveraineté nationale et déterminé à faire prévaloir l'intérêt national et la prééminence du régalien, pourrait retrouver les marges de manœuvre qui manquent tant à la France actuellement face à une crise, sanitaire et sociale aujourd'hui, internationale demain.